Synergies Roumanie n° 15 - 2020 p. 23-40

GERFLINT
ISSN 1841-8333
ISSN en ligne 2261-3463

Biais historiques et délégitimation du projet européen : une analyse du contre-récit nationaliste

Robert Belot
Faculté des Sciences humaines et sociales, Université Jean-Monnet, Saint-Etienne, France
robert.belot@univ-st-etienne.fr

Reçu le 29-05-2020 / Évalué le 09-06-2020 / Accepté le 12-10-2020

Résumé

L'Europe vit une crise conscience et de connaissance qui opacifient les avancées du projet européen et obscurcit son horizon métapolitique. Les facteurs exogènes et conjoncturels expliquent en partie le développement du national-populisme identitariste, dont le Brexit est le signe plus visible. Mais une analyse plus approfondie du discours antieuropéen nous permet de repérer un renouvellement des sources et des topics de ce discours qui tente d'accéder à une apparence de profondeur en recourant à la référence historique par le biais de l'analogie fautive et du mythe du complot.

Mots-clés : discours anti-européen, national-populisme, mythe du complot, biais cognitifs, histoire européenne

Părtinire istorică și delegitimarea proiectului european: o analiză a contra-narațiunii naționaliste

Rezumat

Europa traversează o criză a conștiinței și a cunoașterii, care umbresc progresele proiectului european și îi estompează orizontul metapolitic. Factorii exogeni și conjuncturali explică parțial dezvoltarea populismului naționalist, al cărui semn pregnant îl reprezintă Brexit-ul. Însă, o analiză mai aprofundată a discursului antieuropean ne permite să reperăm o reinventare a surselor și a subiectelor acestui discurs, care încearcă să adopte o aparență a profunzimii recurgând la referințele istorice prilejuite de falsa analogie și de mitul complotului.

Cuvinte-cheie: discurs antieuropean, populism naționalist, mitul complotului, părtinire cognitivă, istorie europeană

BDD-A31728 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)

Historical bias and delegitimization of the European project: an analysis of the nationalist counter-narrative

Abstract

Europe is experiencing a consciousness and knowledge crisis which obscures the progress of the European project and overshadows its metapolitical horizon. Exogenous and conjunctural factors partly explain the development of national-populism, of which Brexit is the most visible sign. But a more in-depth analysis of anti-European discourse leads to identify a renewal of the sources and topics of this discourse which attempts to access an appearance of depth by resorting to historical reference through the faulty analogy and the myth of conspiracy.

Keywords: anti-European discourse, national-populism, conspiracy myth, cognitive biases, European history

Introduction

Le long, laborieux et extraordinaire processus de ce qu'on a appelé la « construction européenne », c'est-à-dire la mise en place d'une entité géopolitique nouvelle conjoignant des pays et des peuples dont l'histoire a été marquée des souffrances et des antagonismes violents et séculaires, semble au point mort. Ce ne sont pas seulement les acquis concrets et tangibles de cette « construction » qui sont en cause (l'euro, l'intégration des pays ex-communistes, la pacification de l'ex-Yougoslavie, les politiques communes…). C'est aussi une histoire. C'est aussi un consensus autour des valeurs qui ont longtemps légitimé la volonté de faire l'Europe, ce que le Conseil de l'Europe appelle un « patrimoine commun ».

Le projet européen, tout particulièrement à partir de 1945, a cherché une profondeur et une légitimité à travers les « leçons de l'histoire ». La crispation anti-européenne d'aujourd'hui s'inscrit dans un mouvement de révisionnisme historique qui prend son essor dans les années 1990, suite au traité de Maastricht et au projet de constitution européenne. On assiste à un phénomène de déconstruction de la narration historique du projet européen et de réécriture de l'histoire qui revalorise et magnifie le fait national, oubliant qu'il fut à la fois une libération et une malédiction. Il est nécessaire, et peut-être salutaire, de tenter de décrypter le contre-récit nationaliste qui, pour des raisons idéologiques, s'inscrit dans des mécanismes de révisionnisme historique marqués par la méconnaissance et le mésusage de l'histoire de l'historien.

BDD-A31728 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)

1. Les mythes du contre-récit nationaliste de l'histoire de l'Europe

1.1. L'Europe, « patrie des gens cultivés »

Un des caractères du mythe est de ramener à la simplicité et à l'imaginaire une réalité complexe. Or, c'est la complexité même de l'Europe en tant que phénomène historique qui est la source de la difficulté de l'Europe à construire un récit collectif et intégratif qui puisse identifier, constituer et valoriser un patrimoine commun porteur d'identité partagée. Le grand historien Lucien Febvre, dans son cours au Collège de France en 1945, avait bien souligné le fait que l'Europe ne peut pas être enfermée dans une vision essentialiste car elle est une construction (culturelle, politique, économique) engagée dans « toute la complexité croissante des intérêts universels » (Febvre, 1999 : 304). Contrairement aux Etats-Unis d'Amérique, par exemple, nés à une date précise, par suite d'un événement précis, une naissance fixée dès l'origine par un texte. Cherchant à définir ce qui a fait la « civilisation européenne », Lucien Febvre convenait que l'Europe n'est pas « une chose simple » ; et elle « ne surgit pas toute, homogène, d'un néant » : « Chacune des parties de l'Europe a derrière elle, au contraire, une terrible histoire, et ce n'est pas la même pour toutes » (Febvre, 1999 : 208). Si l'Europe est d'abord le produit d'un processus qui lui confère une « unité historique », cette unité « s'est faite de diversités, de morceaux, de débris arrachés à des unités historiques antérieures elles-mêmes faites de morceaux, de débris, de fragments d'unités antérieures » (Febvre, 1999 : 37).

Cette nature polygénique du phénomène est précisément constitutive de sa complexité, et cette complexité est l'ontologie de l'Europe. C'est « l'Unitas multiplex », dont parle Edgar Morin, qui fait, d'ailleurs, que le projet européen a toujours eu du mal à susciter l'adhésion « populaire » et la mobilisation des opinions. Pour Morin, le cœur de « l'identité culturelle européenne » est justement « la dialogique tourbillonnaire » : « Le génie européen n'est pas seulement dans la pluralité et le changement, il est dans le dialogue des pluralités qui produit le changement » (Morin, 1987 : 149). C'est pourquoi la notion de « culture européenne » est difficilement appréhendable : « elle ne peut pas être définie par une essence mais par des conflits multiples » (Morin, 1988 : 244). On ira jusqu'à parler de l'Europe comme lieu des « alteridentités » (Khan, Lévy, 2019 : 86). Cette complexité ontologique va à rebours du discours anti-européen qui très souvent joue sur le registre facile et facilement disséminable (grâce aux nouveaux médias sociaux) du complotisme qui se nourrit de la peur de la complexité et du mépris de la connaissance. Ce complotisme peut prendre des formes savantes à travers, notamment, le « mythe élitaire » du « despotisme éclairé évitant la lumière » (Joly, 2017 : 105), l'illusion de l'origine absolue et fondatrice ou le fantasme de l'acteur démiurgique doté d'un

BDD-A31728 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)

super pouvoir et du pionnier (Duchêne, F. 1994), en l'espèce Jean Monnet.

Le légendaire national produit une sorte d'effet de réassurance identitaire (illusoire) face au changement. Il homogénéise la réalité pour valoriser une communauté d'appartenance imaginaire. Le populisme tribunitien est réfractaire au multiple et à la diversité de la société. La réflexion sur l'Europe gagnera à se réapproprier le temps long, le temps de l'histoire qui permet de mieux appréhender la richesse que cette complexité exprime et qui doit se transformer en « valeur ».

À cette complexité difficilement lisible et accessible, le discours antieuropéen oppose la familiarité de la nation qui a un véritable pouvoir d'incarnation et d'identification populaire. La nation est populaire, alors que l'Europe est « la patrie des gens cultivés » (Morin, 1987 : 236). Cette popularité se fonde sur un oubli de l'histoire du phénomène national : l'oubli que les Etats nationaux eux aussi « ont eu beaucoup de mal à se constituer » (Febvre, 1999 : 142) et l'oubli que « nations », « nationalités » et « mysticisme national » ont été dans l'histoire « des produits dangereux, des produits explosifs » (Febvre, 1999 : 278). Les nations ont elles aussi une histoire, comme le disait Ernest Renan en 1884, dans sa célèbre conférence « Qu'est-ce que la Nation ? » : « Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera. Mais telle n'est pas la loi du siècle où nous vivons. »

Les antieuropéens valorisent la nation comme cadre de protection et d'expression du « peuple » et de garantie de cohésion sociale face aux méfaits de la mondialisation. Mais c'est aussi son efficacité économique et politique qui est mise en avant. Le mythe de l'efficacité nationale supposément supérieure à celle de l'Europe d'après 1945 se construit sur un autre mythe, négatif celui-là : le déclin de l'Europe.

1.2. L'obsession du « déclinisme »

Pour disqualifier l'Europe actuelle et relégitimer le stato-national, le contre-discours nationaliste utilise massivement la doxa décliniste et, en creux, le « mythe de l'âge d'or » (Kahn, Lévy : 2019 :128). Le « déclin » de l'Europe n'est jamais démontré rationnellement (il est difficile de démontrer que les Européens vivent plus mal qu'en 1933 ou qu'en 1958 ; il est difficile d'expliquer que le triplement du PNB de la Pologne depuis son intégration européenne est un échec). Il est posé comme une évidence indiscutable.

BDD-A31728 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)

La remise en cause de la « légitimité par les résultats » est un axe majeur du contre-récit nationaliste qui se développe plus particulièrement dans l'ouest-européen. En effet, l'est-européen, qui a bénéficié matériellement de l'Europe de Maastricht pour sortir de l'ère soviétique et qui a pu, par exemple dans le cas yougoslave, sortir de l'enfer de la guerre ethnique pour accéder à la démocratie européenne, a tendance à éviter d'aborder ce thème qui ne peut que perturber le discours nationaliste anti-européen. On comprend pourquoi, même contre raison objective, le mythe « décliniste » constitue la toile de fond de l'imaginaire anti-européen. C'est la « thèse » que développe, par exemple, un professeur d'histoire romaine de l'université libre de Bruxelles. Dans un livre fondé sur une « analogie » historique improbable (*Le Déclin. La crise de l'Union européenne et la chute de la République romaine*), il proclame : « On ne le sait que trop : l'Union européenne est en crise, crise économique mais aussi crise identitaire. (…) Trouver des solutions à la crise d'identité européenne sera la clef de notre avenir. Il s'agira de décider si le continent peut redevenir, après 65 ans d'agonie politique, un acteur important, ou s'il reste une simple zone de libre-échange en pleine décrépitude se transformant peu à peu en musée de sa propre histoire » (Engels, 2012 : 13,16). On voit clairement comment le discours pseudo-académique peut être est contaminé par des postulats qui relèvent du préjugé, de la subjectivité et de la polémique.

Le mot « agonie » revient sous de nombreuses plumes eurosceptiques ou europhobes. Sous celle de Jean-Pierre Chevènement, par exemple, souverainiste de gauche : « Une certaine idée de l'Europe conçue par Jean Monnet au lendemain de la Seconde Guerre mondiale se débat aujourd'hui dans les convulsions de l'agonie. Ce n'est pas l'idée européenne qui est en train de mourir, mais l'idée qu'on pouvait faire l'Europe en dehors des nations, voire contre elles, pour la mettre au service d'une hégémonie extérieure » (Chevènement, 2014 : 34). L'ancien ministre de François Mitterrand apporte une composante supplémentaire à la disqualification par le déclin : le complot impérialiste. L'homme du complot : Jean Monnet. Jean Monnet est présenté comme l'homme qui a voulu briser le fait national et désintégrer la France dans une Europe fédérale. Continuateur des projets d'union douanière de Julius von Eckardt et de Stresemann à travers l'idée d'« un marché commun paneuropéen », il est « l'homme des Américains » dont la mission secrète était de contribuer à installer durablement l'influence américaine en Europe. Monnet n'aurait pas voulu les *Etats-Unis d'Europe*, comme de prophétisa Victor Hugo, mais *l'Europe des Etats-Unis* (Archives du CERES, 2010). A cette fin, il aurait parachevé la dégradation géopolitique de la France, mais aussi de l'Europe. Notons un jeu de légitimation mutuelle entre politiques et chercheurs : Chevènement se place sous la caution d'universitaires (comme Annie Lacroix-Riz) et des universitaires sollicitent

BDD-A31728 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)

son onction (Joly, M. 2001).

Les historiens ont démontré que Jean Monnet, quand il s'est retrouvé à Alger, en 1943, désigné par le général de Gaulle pour être membre du Comité français de la Libération nationale et négocier avec les Américains l'aide à l'effort de guerre. Les détracteurs de Monnet ignorent de nombreux témoignages, comme celui de Robert Murphy, représentant du gouvernement américain en Afrique du Nord. Murphy raconte que Monnet lui faisait comprendre vertement qu'il « n'avait pas à nous renseigner sur des questions de politique intérieure française », pour conclure que « son habileté diplomatique a bien servi sa patrie durant un demi-siècle mais jamais de manière aussi efficace qu'à Alger » (Murphy, 1965 : 102). Les détracteurs oublient sa note fondamentale du 5 août 1943 où Jean Monnet explique que l'Europe libérée doit » mais aussi et opportunité pour la France de redevenir « la première puissance continentale ». Sachant que son ambition ultime est de permettre l'instauration d'un ordre économique stable devant favoriser l'avènement « du régime démocratique » et « rendre la guerre impossible » (Roussel, 1996 : 392). J.-P. Chevènement (comme presque tout le monde) méconnaît que le parti communiste en 1946 (lorsqu'il était dans sa phase patriotique) était très favorable à l'action de Jean Monnet comme Commissaire général du Plan (Soria, 1948 : 41-44). Si l'on se tourne du côté de la littérature britannique eurosceptique, Jean Monnet apparaît sous un jour différent, comme le défenseur des intérêts français. D'où ce paradoxe mémoriel : les anti-européens britanniques considèrent que Jean Monnet a servi les intérêts français alors que les anti-européens français sont persuadés que Jean Monnet a servi les intérêts des Anglo-Américains (Booker, North, 2003-2016 : 53) ! La CECA (Communauté économique du charbon et de l'acier) illustre le point de vue des Britanniques : elle a permis à la France d'échapper au déclin énergétique et d'ouvrir la voie à la réconciliation franco-allemande. Les Anglais ont refusé d'y participer, ce qui ruine la thèse de ceux qui rangent Monnet dans la catégorie des suppôts du capitalisme anglo-américain.

Jean Monnet était un pragmatique. En faire un idéologue de l'extinction du stato-national est totalement contraire à sa pensée, à ses intentions et à ses actes. D'ailleurs, il avait des réticences très nettes à l'égard des frénétiques du fédéralisme européen qui venaient souvent de la Résistance et de la gauche. Comme l'universitaire André Philip, président du comité exécutif international du Mouvement démocratique et socialiste pour les États-Unis d'Europe, ou Henri Frenay, fondateur du mouvement Combat, deuxième président de l'Union européenne des fédéralistes. Frenay, héros de la Résistance, qui a développé ses thèses sur la nécessité du dépassement du dogme de la souveraineté nationale dès la fin de l'année 1941 (Belot, 2003). La plupart des études théoriques (sociologiques notamment) font

BDD-A31728 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)

l'impasse sur l'histoire de cette renaissance de l'idée européenne dans l'ombre des prisons et de l'action clandestine où le pire était risqué tous les jours.

1.3. Le « complot libéral »

Le mythe du « complot libéral » (Coleman, 1989) a de nombreux adeptes, y compris chez les Anglo-Saxons. Selon cette thèse, l'Europe n'aurait été qu'un instrument dans la main des Américains pour leur permettre d'hégémoniser le monde non-communiste **; p**our arriver à cette fin, il fallait « débarrasser l'Europe des Etats-nations » (Salais, 2013 : 75).

Ce mythe de « l'impérialisme américain » alimente le discours anti-européen depuis le début de la Guerre froide, et il lui a survécu. Ce fut le grand *topos* de la propagande soviétique en Europe de l'Ouest. Il stigmatise les États-Unis en tant que « seule puissance pour qui la guerre ait été une source d'enrichissement », grâce à quoi ils ont pu devenir les seuls créanciers du monde. Puisque les USA ne peuvent pas (ou ont peur de) faire la guerre à l'Union soviétique (qui selon lui a acquis « un immense prestige militaire »), ils n'ont d'autre choix que de dominer l'Europe de l'Ouest, de « ronger par le dedans l'indépendance économique et politique de l'Europe occidentale, et singulièrement la France et l'Italie » ; le plan Marshall est donc « un plan de guerre » » (Soria, 1948 : 201). Les partis communistes occidentaux vont « sauver » leur pays en opérant « le regroupement des forces nationales pour défendre l'indépendance menacée » (Soria, 1948 : 201). Il est évident qu'une stratégie de contre-propagande sera mise en place par le gouvernement américain à destination des opinions (Stonor Saunders, 2003) pour les valeurs de « l'ordre néo-libéral » (Mélandri, 1980 : 165, 179).

Ce *topos* fait toujours recette chez les anti-européens, de gauche comme de droite, et il resurgit régulièrement à l'occasion des élections européennes ou, par exemple, en février 2008, lors que la Constitution française a été révisée en vue de la ratification du traité de Lisbonne. À cette occasion, on a une nouvelle fois accusé « l'idéologie européenne » de procéder au « démantèlement de la capacité de résistance des peuples face à la domination du capitalisme mondialisé », et présenté l'Union européenne comme un acteur régional de la *pax americana* qui prive les peuples européens de la démocratie (Landais *et al.*, 2008).

La logique conspirationniste du discours anti-européen ou eurosceptique conduit à stigmatiser le sur-pouvoir d'une élite restreinte de « technocrates apatrides qui ne rendent de comptes à personne » et qui ont fait de l'Union « la négation même de la démocratie pour laquelle les peuples européens se sont tant battus »

BDD-A31728 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)

(Quatremer, 2017 : 103). Vieille antienne : le général de Gaulle, dans son discours du 9 septembre 1965, déjà brocardait l'organisation européenne et son « aéropage technocratique, apatride et irresponsable ». C'est le mythe de « l'eurocratie » agissant en sous-main pour l'ordre germano-américain. Les reconstructions historiques des adeptes du « complot libéral » aboutissent systématiquement à l'homme qui serait à l'origine du mal : Jean Monnet. Prenons le cas du livre *Cet étrange Monsieur Monnet*. L'auteur dit partir à la « recherche des racines profondes du projet de Jean Monnet », au *fiat lux* qui nous aurait été dissimulé, et il est tombé sur un « totem » regardé à tort, selon lui, comme « une statue indéboulonnable ». Peu importe qu'aucun document nouveau ne soit à l'origine de la démarche : il s'agit de trouver « les secrets d'un projet qui en cache peut-être un autre ». Jean Monnet ne serait pas le « démiurge » de l'Europe ; il serait au contraire « l'expert de sa déconstruction » (Riondel, 2017 : 6). En fait, ce secret qui nous aurait « dupés depuis plus d'un demi-siècle » et que cet auteur entend nous révéler est divulgué depuis 1948. Monnet n'a pas fait l'Europe pour faire la paix : il l'a faite pour la mettre au service du « Grand marché transatlantique » et des intérêts américains. La vérité cachée, c'est que Jean Monnet serait adepte de « l'utopie mondialiste » dont la vocation est de mettre un terme à « un ordre naturel » remontant aux « temps immémoriaux ».

La thèse du « grand mensonge », connexe de celle du « complot », a été réactivée bruyamment en 2019 par l'ancien secrétaire d'Etat à la Culture français, Philippe De Villiers (de Villiers, 2019). Il est piquant, notons-le au passage, que cet homme de droite qui avait démissionné quand François Mitterrand était arrivé au pouvoir recycle des théories qui ont été élaborées naguère par la gauche communiste. Ce livre a suscité une vive émotion parce qu'il sortait juste avant les élections européennes de 2019. L'éditeur parisien, qui fut naguère une référence en matière de livres historiques, annonce en 2019, en prenant parti pour son auteur : « Une enquête haletante livre des révélations sur le grand Mensonge qui préside à la construction européenne. C'est la fin d'un mythe. » Sur un ton militant, l'éditeur poursuite : « Tout y passe : les Mémoires apocryphes, les dollars, la CIA, les agents, le passé qu'on efface, les allégeances qu'on dissimule, les hautes trahisons. Le récit est parfois glaçant. Mené au rythme d'une enquête haletante, il se lit comme un polar. On n'en ressort pas indemne. C'est la fin d'un mythe : ils travaillaient pour d'autres et savaient ce qu'ils faisaient, ils voulaient une Europe sans corps, sans tête et sans racines. Elle est sous nos yeux. » Philippe de Villiers soutient avoir fait un « travail d'historien » et recherché « la vérité » à travers des sources archivistiques nouvelles, alors qu'il s'agit d'une compilation qui ne répond à aucune

BDD-A31728 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)

règle de la démarche scientifique.

À l'initiative des historiens Robert Frank et Gérard Bossuat, un collectif d'universitaires européens, spécialistes en histoire contemporaines, ont réagi en publiant une tribune dans le journal *Le Monde* (28 mars 2019) déniant toute crédibilité historienne à un texte qui est « un tissu de faux-semblants propre aux théories du complot ». Les historiens ont facilement établi que les Américains, entre 1945 et 1947, n'ont aucune intention de s'installer durablement en Europe : ils « espéraient sérieusement se dégager d'Europe dès que possible » (Judt, 2007 : 138). Jean Monnet le dit clairement dans ses Mémoires : « Ce n'est pas que les Américains en voulussent à notre indépendance. Ils souhaitaient, au contraire, que nous sachions nous passer au plus tôt de leur assistance » (Monnet, 1976 : 295). Ce sont les Européens qui ont demandé l'aide américaine pour des raisons économiques.

Les Français, dont l'anti-américanisme est une deuxième nature, n'ont pas voulu reconnaître l'importance et la générosité du plan Marshall dans la reconstruction de la France, déplore dans ses Mémoires Georges Bidault, successeur de Jean Moulin au Conseil national de la Résistance, et ministre des Affaires étrangères de janvier 1947 à juillet 1948 (Bidault, 1965 : 153). L'intellectuel et homme politique roumain Grégoire Gafenco, fédéraliste exilé, a bien résumé la problématique psycho-politique dans son journal intime, en 1954 : « C'est la raison probablement pour laquelle ceux qui aident semblent encore plus insupportables que ceux qui menacent : on leur en veut d'être tombé sous leur dépendance, et d'avoir eu à leur sacrifier le bien le plus apprécié de tous : une pleine et entière souveraineté » (Belot, 2018 : 128-143).

2. Le mythe des sources « impures » de l'Europe

Une sous-littérature (qui parfois touche à la marge le monde académique) instrumentalise l'histoire, ou plutôt joue sur des références historiques biaisées et falsifiées pour délégitimer cette justification de l'Europe par les valeurs, le patrimoine et l'histoire. L'objectif principal est de détruire la pierre d'angle sur laquelle l'Europe de 1945 a été pensée, voulue et édifiée : le rejet philosophique et politique de l'Europe belliciste et totalitaire et le projet d'une Europe du respect de la personne humaine et de la liberté. Par des analogies historiques contraires à toute raison et à toute science, on tend à faire accroire que l'Europe d'aujourd'hui serait finalement un projet totalitaire de basse intensité qui s'inspirerait des expériences anti-démocratiques que l'Europe a connu au 19e siècle et au 20e siècle.

BDD-A31728 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)

2.1. L'Europe « germanocentrée »

La décennie 1990 crée un contexte nouveau pour le projet européen : la fin de la Guerre froide qui entraîne la réunification allemande. C'est le « retour de l'Allemagne » (Schwarz, 1994) sur la scène internationale et le réveil de la peur des vieux démons du germanisme (Gougeon, 2009 : 33-47).

L'analogie (ou la métaphore) historique qui revient de manière récurrente dans le discours « extrem eurosceptic » est la comparaison avec Saint-Empire romain germanique, l'empire austro-hongrois ou l'Allemagne hitlérienne, sur fond d'anti-germanisme plus ou moins déclaré mais profond. La peur de la domination allemande est explicite et assumée chez Jean-Pierre Chevènement. En 2000, alors qu'il est ministre du gouvernement de Lionel Jospin, il lâche lors d'une émission de télévision (22 mai 2000) : « Nous sommes en présence d'une tendance de l'Allemagne à imaginer pour l'Europe une structure fédérale qui correspond à son modèle. Au fond, elle rêve toujours du Saint Empire romain germanique. Elle ne s'est pas encore guérie du déraillement qu'a été le nazisme dans son histoire. » Et de suggérer que la France aide ce pays à s'approprier enfin « une autre idée de la nation, l'idée de la nation citoyenne ».

Selon lui, François Mitterrand, qui a vécu physiquement la domination allemande (quand il était prisonnier de guerre), aurait accepté la réunification allemande, en 1989, et favorisé l'union monétaire pour mettre à bas la puissance du mark allemand, ce qui devait provoquer la normalisation de l'Allemagne et la fin du *Sonderweg*. Chevènement lui reproche de ne pas avoir vu que l'Allemagne ne faisait l'Europe que pour « habiller » sa puissance. Le souverainiste français, puisant ses références dans l'histoire, a toujours peur que l'Allemagne ne puisse pas « maîtriser sa force » (Chevènement, 2011 : 128). Il est persuadé que l'Europe d'aujourd'hui, est hégémonisée par l'Allemagne, ce qui aurait engendré « une rétrogradation de la France dans les relations internationales » (Chevènement, 2011 : 69). L'idée selon laquelle l'Europe serait le « nouvel Empire allemand » est diffusé depuis longtemps, outre-Atlantique notamment. Dès 1980, Edwin Hartrich avait lancé la formule dans son livre *The fourth and richest Reich*, dont le sous-titre est tout un programme : *How the Germans Conquered the Postwar World* (Hartrich, 1980).

Ce présupposé de dominance germanique est au cœur de beaucoup d'ouvrages construits sur des rapprochements historiques hétérodoxes. Jean-Louis Harouel, professeur de droit à Paris, appelle de ses vœux le retour « à la nation » face à « l'Europe de Merkel » qu'il regarde comme « la revanche du Saint-Empire romain germanique ». L'Europe serait « la négation de l'idée de France » : « Celle-ci, reniant son histoire et sa culture, devient un insipide Hexagoland à la dérive, noyé

BDD-A31728 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)

dans une calamiteuse Union européenne qui n'aime pas les Européens et ne veut pour identité collective qu'une ouverture inconditionnelle à l'autre ». Pour lui, « la réalité du fait national est indiscutable », mais aussi (ce qui est extrêmement discutable) l'assimilation de l'universalisme au nazisme et au soviétisme (Harouel, 2014). Comme si le Troisième Reich n'avait pas été un hypernationalisme d'exclusion et de conquête.

Un historien académique a développé des recherches reconnues sur l'histoire de l'Empire austro-hongrois. Il s'agit du Britannique Alan Sked. Il est intéressant de rapprocher deux de ses livres, écrits à quelques années de distance, marqués par l'obsession décliniste : *Britain's Decline* (Sked, 1987), et *The Decline and Fall of the Habsburg Empire* (Sked, 2001). Une métaphore apparaît en filigrane : l'empire d'Autriche-Hongrie (préfiguration de l'Union européenne) se serait effondré pour n'avoir pas réussi à éliminer les cultures nationales ou à gérer la complexité d'une réalité multinationale et multiculturelle. Il y a une relation évidente entre sa recherche et son engagement politique. Alan Sked, à l'époque thatchérien, s'est engagé dans l'Anti-Federalist League, fondée en novembre 1991, et il est le fondateur du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP, UK Independence Party, 1993), europhobe, anti-Maastricht et anti-immigrationniste (Mischi, 2006 : 79-101). Il est intéressant de noter que son maître est l'historien Alen John P. Taylor, figure de la *London School of Economics* de Londres, lui aussi spécialiste de l'histoire austro-hongroise et du monde germanique. En 1944, il publie un essai qui détonne : *The Course of German History*, où il dit : « Dans les affaires internationales, il n'y a rien à reprocher à Hitler, si ce n'est qu'il est allemand » (Kershaw, 2020 : 253-254). Pour lui, le phénomène nazi n'est pas né d'un « grand dessein » et il ne pouvait surgir qu'en Allemagne, compte tenu de son histoire et de la psychologie allemande ; Bismarck aurait joué un rôle fondamental dans le développement d'une culture de guerre et d'annexion. Dans son livre *Origins of the Second World War* (1961), il met en cause les « appeasers » anglais qui auraient laisser faire Hitler. Or, Taylor, dès la naissance de la CEE, en 1957, manifeste son hostilité au processus européen par crainte de l'hégémonisme allemand.

Cette relecture idéologique de l'histoire des deux Empires vise à dénoncer le principe de fédéralité qui les régissait. On peut lui opposer des travaux d'historiens qui ont montré que ces expériences ont réussi à conjoindre des entités nationales souveraines sans les nier. On a même pu avancer l'hypothèse selon laquelle le maintien de l'Empire d'Autriche-Hongrie aurait peut-être pu éviter le surgissement du nazisme (Jejtö, 1988). Cette relecture trouve peu de contradicteurs dans la mesure où l'historiographie est-européenne a été largement dominée par la narration nationale (Zahra, T. 2010).

BDD-A31728 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)

2.2. L'Europe nazie et l'Union européenne

Certains auteurs ont poussé très loin, et au-delà du raisonnable et de l'acceptable, la logique de l'assimilation du projet européen à la domination germanique en établissant des correspondances historiques incongrues. Les Britanniques sont en pointe dans ce domaine. La thèse s'est d'abord diffusée sur le mode romanesque, avec le livre d'Andrew Roberts : *The Aachen Memorandum*, en 1995 (Roberts, 1995). Récit futuriste et dystopique, qui décrit la Grande-Bretagne de 2045 comme « une satrapie périphérique d'un nouveau Reich germano-européen totalitaire, où l'histoire est réécrite (panthéonisation des « grands unificateurs » dont Hitler et oubli des luttes passées contre les « partenaires européens »), et la littérature censurée… » (Bruneteau, 2018 : 168-169). Il imagine un mouvement de résistance britannique contre le nouveau régime nazi que l'UE aurait récréé ! Il y a bien sûr quelque chose de choquant, pour un historien, à ces comparaisons sans raison, qui confondent la démocratie avec le nazisme, aboutissant, finalement, à relativiser l'horreur absolue qu'a été le nazisme et la Shoah au cœur de l'Europe.

Le journaliste Rodney Artkinson développe la métaphore incongrue dans le pamphlet : *Fascit Europe Rising* (Artkinson, 2001). Il annonce tout simplement que « tout ce que les Nazis ont projeté, c'est ce que les Allemands "démocrates" ont accompli sur le dos des peoples libres d'Europe occidentale » (Bruneteau, 2018 : 168). On ne sera pas surpris d'apprendre qu'il évolue dans la sphère UKIP, et qu'il ira jusqu'à taxer les pro-UE de « fascistes ». Cela ne semble pas scandaliser outre-Manche. On assiste en Grande-Bretagne à une véritable banalisation de cette assimilation, au point que le futur Premier ministre de Sa Majesté, Boris Johnson, le 15 mai 2016, a pu déclarer dans le *Sunday Telegraph* : « The UE wants a superstate, just as Hitler did ». Cette assimilation historique hérétique a été déployée, sous des apparences théoriques, par un autre auteur anglais, parti à la recherche des racines anti-démocratiques du projet européen (car le caractère anti-démocratique de l'UE est considéré comme « indiscutable »). John Laughland, attaque les fondements de la légitimité historique et axiologique du processus européen à travers le mythe des « sources impures » (Laughlan, 1997). Au cœur de l'argumentaire du contre-récit, il y a l'idée que l'Allemagne a pu s'imposer en raison de son absence de culture stato-nationale, contrairement à la France ou à l'Angleterre. C'est pourquoi les Etats allemands auraient été historiquement orientés vers un projet transnational et des aspirations universelles, de Charlemagne au *Lebensraum* d'Hitler en passant par le projet de *Mitteleuropa* du Kaiser.

Ses « thèses » ont réapparu au moment du Brexit et ont connu une diffusion très large, grâce aux nouveaux médias sociaux. Dans un blog, John Laughland explique que le Brexit, dont il se félicite, est « un événement d'une portée historique

BDD-A31728 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)

majeure », qui serait « comparable » à la chute du mur de Berlin : « Dans les deux cas, les peuples, par un mouvement paisible et naturel, ont infligé le coup de grâce à un système politique moribond. A terme, l'Union européenne s'effondrera tout comme le Pacte de Varsovie auquel elle ressemble » (Laughland, 2016). Voici un nouveau biais analogique puisé dans l'histoire : il s'agit de mettre sur le même plan le système soviétique et l'Union européenne, et d'accréditer l'idée d'une Europe à la fois déclinante et non-démocratique vouée à la chute. Comme les autres europhobes britanniques, il alimente le comparatisme avec la catastrophe nazie : « Mais cette même idéologie européenne était au cœur de la pensée économique et politique fasciste et nazie de 1930 à 1940 et, *comme l'idéologie européenne actuelle*, elle préparait déjà la dissolution des États-nations et de l'ordre libéral... au nom de la "modernité" » (Laughland , 2001). Le Brexit apparaît donc comme une « libération » et un acte de « résistance ». Un blog favorable à Laughland, assimilant l'Union européenne à un système totalitaire, approuve le fait que « certains ont comparé cet acte britannique du *Brexit* à la résistance héroïque de l'Angleterre contre l'Allemagne en 1940-1942 ».

Cette logique révisionniste aboutit, sans que personne ne semble s'en émouvoir, à une sorte de profanation de l'idéal qu'a représenté la Résistance antinazie et antifasciste ; elle est un mépris à l'égard de ceux qui ont combattu, au péril de leur vie, pour cet idéal. C'est aussi une manière d'amoindrir l'événement majeur qu'a été la victoire des Alliés, c'est-à-dire du combat pour la reconquête de la démocratie et de la liberté en Europe. Aussi passe-t-on de la relativisation au révisionnisme par la mise en cause des acquis de ce combat inouï contre l'horreur et le pire. Ce discours tend à mettre en équivalence l'horreur nazie de « la catastrophe déstructurante que fut l'investissement de l'Europe pour les USA et la dynamique vers l'UE », comme on peut le lire dans le blog *dedensa.org* à la date du 27 juin 2016.

La thèse des sources « impures », c'est-à-dire anti-démocratiques, du projet d'Union européenne ne circule pas seulement dans les blogs confidentiels et des ouvrages publiés par des éditeurs engagés. Elle est exposée dans le titre même d'un livre récent : *De Vichy à la coopération européenne* (Cohen, 2012). Son auteur : Antonin Cohen, professeur de science politique à l'université Paris Nanterre. Adepte de l'idée d'un *continuum* entre le régime d'exception de Vichy et la République qui lui succède, il fait accroire l'idée, fausse, que les sources de la vision de Monnet d'une Europe de type technocratique et communautaire se trouveraient dans une tradition de rejet du parlementarisme et d'une forme de représentation politique, dont Vichy a été la manifestation la plus dramatique. Ce discours, fondé sur des amalgames anachroniques et analogiques de contextes historiques totalement différents, *témoigne d'un usage non-respectueux de la déontologie historienne, usage*

BDD-A31728 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)

qui se développe dans tous les milieux. Finalement, la référence historique est instrumentalisée pour servir (explicitement ou non) des objectifs qui relèvent de l'idéologie, de l'irrationnel ou de la méconnaissance. Mais ces objectifs sont révélateurs du retour en grâce de la nation et de la recherche du « manteau rassurant » (Elias, N. 2016 : 171) des mystifications auxquelles elle a donné lieu.

2.3. Des figures impies

Ce discours révisionniste d'assimilation de l'UE à l'Europe nazie a besoin de figures de la construction européenne à déboulonner. Il faut montrer que ceux qui ont imaginé l'Europe d'après 1945 ont partie liée à l'Europe du pire. Ici, la « dé-connaissance » rejoint souvent le soupçon diffamatoire.

Dans *Le Grand mensonge*, Philippe de Villiers cible trois personnages pour atteindre leur rôle dans l'histoire, mais aussi leur honorabilité. Premier personnage : Robert Schuman. Il a été ministre de Vichy, ce qui démontrerait les origines non-démocratiques de l'Europe. En fait, il a été nommé le 21 mars 1939 secrétaire d'État pour les Réfugiés dans le gouvernement Paul Reynaud (avec le général de Gaulle) et maintenu dans le gouvernement Pétain pour une courte durée (16 juin-août 1940). Schuman rentre à Metz où il est arrêté le 14 septembre 1940, et mis en résidence surveillée à Neustadt, d'où il s'évade le 1er août 1942, puis entre en clandestinité. C'est en prison qu'il rêve d'une Europe unie et démocratique (Lejeune, 1988 : 107). En faire un « vichyste » est une extrapolation malhonnête. Cet auteur n'a fait que reprendre ce qui circule depuis plusieurs années dans les cercles anti-européens. Dès 1997, à la recherche des « racines fascistes de l'idéologie européenne », Laughland mentionne que Robert Schuman « a été ministre en 1940 au sein du gouvernement Vichy de Pétain » (Stephenson, 2016). Un partisan du « Frexit », François Asselineau, fondateur de l'Union Populaire Républicaine, candidat à la présidence de la République française en 2017, reprendra à son compte cette contre-vérité, notamment dans document intitulé : *De Pétain à la CIA : la face cachée de Robert Schuman* (Asselineau, 2013). Bien sûr, l'action résistante de Schuman et son internement sont passés sous silence.

Le deuxième personnage est Walter Hallstein. Membre du Mouvement Européen, cofondé par Churchill, il a été secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères d'Adenauer (1952-1967), et c'est le premier président de la Commission de la CEE (1958 à 1967). On le montre en uniforme d'officier de réserve de la Wehrmacht en le présentant comme un « activiste nazi », afin d'accréditer la thèse d'un lien idéologique entre l'Allemagne nazie et l'Europe du traité de Rome. Hallstein, juriste, qui a été recteur de l'université de Francfort, est considéré comme « le Jean

BDD-A31728 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)

Monnet allemand » (Rieben, 1987 : 148). Profondément humaniste et européen, il a participé au Congrès de La Haye, il a été démontré qu'il n'a jamais fait partie du parti nazi. Le troisième personnage est Paul-Henri Spaak. On explique que « l'idée de grands blocs économiques intégrés est restée populaire chez les fondateurs du projet européen après la guerre, tels que Paul-Henri Spaak, qui écrivait favorablement sur l'Allemagne de Hitler dans les années 30 » (De Becker, 1987). On oublie que Spaak, d'éducation socialiste, européiste dès l'origine, et peut-être pour cela peu lucidement neutraliste à la fin des années 1930, a rencontré Monnet dès 1941, aux Etats-Unis. Monnet, très engagé dans la lettre contre le nazisme, avait été envoyé à Washington par Churchill pour obtenir le soutien de Roosevelt (« Victory Program »). Déjà engagés contre le nazisme, comme exilés, tous deux imaginaient à quoi pourrait ressembler une Europe libre et démocratique (Spaak, 1979). Jean Monnet lui aussi a été atteint par ce soupçon d'accommodement à l'ordre impie. Parce qu'il a conseillé le général Giraud en Afrique française du Nord au début de l'année 1943, avant l'arrivée du général de Gaulle (qu'il va ensuite rallier) (Kaspi, 1971), on va le classer dans la catégorie des anti-gaullistes, des « vichysto-américains » ou des « vichysto-résistants » (Lacroix-Riz , 2016), ce que les historiens sérieux se refusent de faire (Vergez-Chaignon, 2008 : 303-305).

Conclusion

On assiste aujourd'hui à la généralisation de la réécriture de l'histoire de l'Europe et à la mise en place d'un contre-récit nationaliste. Cette réécriture procède de trois *biais* qui la privent de crédibilité : l'usage abusif et fautif de l'analogie historique, la doxa conspirationniste qui prospère avec la culture des nouveaux médias sociaux, et enfin l'*argumentum ad personam* qui se déploie sur le mode de la diffamation rétrospectif afin de « déboulonner » les Pères de l'Europe.

Le contre-récit nationaliste, sans même le savoir, présuppose la *substantialité* (forcément inaltérable) de la nation pour l'opposer à l'*artificialité* de l'Europe afin de délégitimer le projet européen. Il s'agit de réifier et de déifier la nation pour nier la réalité de l'Europe et de son histoire et la réduire à une abstraction. Mais le contre-récit nationaliste ignore que l'histoire à laquelle il se réfère et qu'il manipule est elle-même une fabrication de l'histoire de l'histoire, et en l'espèce une histoire *mystifiante* qui a nationalisé le passé et le récit historique. Ce processus a été lancé par la France, comme Pierre Nora l'a montré, et se met en place à partir de la Révolution française (Nora, 2011 : 100). La nation devient un « absolu » et une « arme politique » (Hartog, 2012 : 179-192). La prétendue substance invariante que serait la nation devient elle aussi une *persona ficta*, voire un « roman » (Citron, 1987-2017). La réalité supposée fondatrice de l'identité nationale est rattrapée par

BDD-A31728 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)

« l'essentialisme ». Il n'y a donc pas d'échappatoire : les identités collectives sont « fabriquées » et « on peut décrire le processus historique de leur fabrication » (Descombes, 2013 : 174-175).

L'analyse des vices méthodologiques et cognitifs de ce discours envahissant nous permet d'accéder à un questionnement plus vaste sur les raisons profondes du *revival* nationaliste : et s'il était le signe plus profond d'un défaut d'historicité de l'Europe et d'un déficit historiographique ou, plus largement, d'une trop faible prise en compte de l'objet Europe dans les sciences sociales (Vauchez A. 2015) ? Car le contre-récit nationaliste procède d'une mise en cause de l'importance et l'intérêt de l'Europe dans l'histoire (y compris dans le moment présent), mais aussi de l'importance de l'histoire dans le processus de construction de l'Europe et de sa signification historique. La crise de la conscience européenne est aussi une crise de la conscience et de connaissance historique de l'Europe. Il faudrait penser à redécouvrir Lucien Febvre, l'un des rares historiens qui a voulu appréhender l'Europe « non pas comme un épiphénomène, mais comme le palier d'une anthropologie humaniste de l'universalité » et qui a permis de « réactualiser par l'histoire la figure d'espérance et de liberté de l'esprit que porte l'Europe en elle dans sa longue durée » (Crouzet, 2017). Le conseil qu'avait donné naguère l'historien Jacques Le Goff, appelant l'Europe à « se débarrasser des manipulations et des falsifications de l'histoire et du poids paralysant d'une certaine référence à l'histoire », est toujours valable : si « la mémoire doit combattre l'oubli des erreurs et des crimes du passé », elle doit en même temps « laisser à une historiographie scientifique et objective le soin de construire sur le respect de l'histoire de chacun la commune histoire de l'Europe » (Le Goff, 1994 : 63).

Bibliographie

Asselineau, F. 2013. « *De Pétain à la CIA : la face cachée de Robert Schuman* ». Union Populaire Républicaine. [En ligne] : https://www.printfriendly.com/p/g/MH5KEu [consulté le 20 mai 2020].

Archives du CERES, 2010. *Europe, Etats-Unis d'Europe, Europe des Etats-Unis ou indépendance*, Centre d'études, de

recherches et d'éducation socialiste, Bruno Leprince éditeur.

Artkinson, R. 2001. *Fascit Europe Rising, The Repression and Resurgence of Democratic Nationhood*, Compuprint Publishing.

Belot, R. 2003. *Henri Frenay, de la Résistance à l'Europe*, Paris, Seuil.

Belot, R. 2018. « Grégoire Gafenco ou le rêve brisé d'une Europe unie, d'après son journal inédit », *Affinités latines. La culture, élément des relations franco-roumaines*, Ana-Maria Gîrleanu-Guichard et Jean-Noël Grandhomme (dir.), Université de Lorraine, Publications Historiques de l'Est.

Bidault, G. 1965. *D'une résistance à l'autre*. Les Presses du Siècle.

Bruneteau, B. 2018. *Combattre l'Europe. De Lénine à Marine Le Pen*, Perrin.

BDD-A31728 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)

Booker, C., North, R. 2003-2016. *La Grande dissimulation. L'histoire secrète de l'UE révélée par les Anglais*, Paris, L'Artilleur, trad.

Bruneteau, B. 2018. *Combattre l'Europe. De Lénine à Marine Le Pen,* Perrin.

Chevènement, J-P. 2011. *La France est-elle finie ?*, Fayard.

Chevènement, J-P. 2014. *1914-2014. L'Europe sortie de l'Histoire ?*, Fayard.

Citron, S. 1987-2017. *Le Mythe national. L'histoire de France revisitée*, éditions de l'Atelier.

Cohen, A. 2012. *De Vichy à la coopération européenne,* Presses universitaires de France.

Coleman, P. 1989. *The Liberal Conspiracy: The Congress for Cultural Freedom and The Struggle for The Mind of Europe*, New York: The Free Press.

Crouzet, D. 2017 (dir.). *Historiens d'Europe, historiens de l'Europe*, Seyssel : Champ Vallon.

De Becker, R. 1970. « La collaboration en Belgique (1940-1944) ou une révolution avortée », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1970/32 (n° 497-498), p. 1-70.

Descombes, V. 2013. *Les Embarras de l'identité*. Paris : Gallimard.

de Villiers, Ph. 2019. *J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu*, Paris : Fayard.

Duchêne, F. 1994. *Jean Monnet. The First Statesman of Interdependance*, New York/London: W.W. Norton and Company.

Elias, N. 2016. *Humana conditio*, EHESS, coll. « Audiographie », traduit de l'allemand par Laurent Cantagrel, présenté par Falk Bretschneider.

Engels, D. 2012. *Le Déclin. La crise de l'Union européenne et la chute de la République romaine*, Paris, éd. du Toucan.

Jejtö, F. 1988. *Requiem pour un Empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie*. Paris : Lieu Commun.

Judt, T. 2007. *Après-Guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*. Paris : Armand Colin.

Kaspi, A. 1971. *La mission de Jean Monnet à Alger mars-octobre 1943*. Paris : Publications de la Sorbonne.

Kershaw, I. 2020. *L'Âge global. L'Europe de 1950 à nos jours*. Paris : Seuil.

Laughland, J. 2001. *La liberté des nations. Essai sur les fondements de la société politique et sur leur destruction par l'Europe*, François-Xavier de Guibert.

Lejeune, R. 1988. *Robert Schuman*. Paris : Desclée de Brower.

Febvre, L. 1999. *L'Europe. Genèse d'une civilisation. Cours professé au Collège de France en 1944-1945*. Perrin.

Gougeon, J.-P. 2009. « L'Allemagne puissance », *Revue internationale et stratégique*, vol. 74, n° 2.

Harouel, J.-L. 2014. *Revenir à la nation.* Paris *:* Editions Jean-Cyrille Godefroy.

Hartog, F. 2012. *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris : Seuil.

Hartrich, E. 1980. *The Fourth and Richest Reich: How the Germans Conquered the Postwar World*, New York: Macmillan.

Joly, M. 2001. *Le souverainisme pour comprendre l'impasse européenne* : F.-X. de Guibert (postface de J.-P. Chevènement).

Joly, M. 2007-2017. *L'Europe de Jean Monnet. Eléments pour une sociologie historique de la construction européenne* : CNRS éditions/Bilbis.

Kahn, S., Lévy J. 2019. *Le Pays des Européens*. Paris : Odile Jacob.

Lacroix-Riz, A. 2016. *Les élites françaises, 1940-1944. De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*, Paris : Armand Colin.

Landais, B., Monville, A., Yaghlekdjian, P. 2008. *L'idéologie européenne*, Aden-Bruxelles.

Laughlan, J. 1997. *Tainted source: undemocratic origins of the European idea*, London: Little Brown.

BDD-A31728 © 2020 Gerflint

Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)

Laughlan, J. 2016. « L'effondrement de l'Union européenne est désormais inévitable » *RT France* [En ligne] : *https://francais.rt.com/opinions/22699-effondrement-union-europeenne* [consulté le 20 mai 2020].

Le Goff, J. 1994. *La vieille Europe et la nôtre*. Paris : Seuil.

Mélandri, P. 1980. *Les États-Unis face à l'unification de l'Europe. 1945-1954*, Paris : Editions A. Pédone, Publications de la Sorbonne.

Mischi, J. 2006. « Les mobilisations eurosceptiques au Royaume-Uni : une continuité historique ? », *Critique internationale*, vol. nº 32, no. 3.

Monnet, J. 1976. *Mémoires*. Paris : Fayard.

Morin, E. 1987-1990. *Penser l'Europe*. Paris : Gallimard.

Morin, E. 1988. « De la difficulté de définir une "identité" culturelle européenne », *Europe sans ravage. De l'identité culturelle européenne*, Symposium international, Paris, janvier 1988, Albin Michel.

Murphy, R. 1965. *Un diplomate parmi les guerriers*. Paris : Robert Laffont.

Nora, P. 2011. *Présent, nation, mémoire*. Paris : Gallimard.

Rieben, H. 1987. *Des guerres européennes à l'Union européenne*. Lausanne : Centre de recherches européennes.

Riondel, B. 2017. *Cet étrange Monsieur Monnet*, L'Artilleur.

Roberts, A. 1995. *The Aachen Memorandum*, London: Weidenfeld & Nicolson.

Schwarz, H-P. 1994. *Die Zentralmacht Europas. Deutschlands Rückkehr auf die Weltbühne*, Berlin, Siedler.

Spaak, P-H. 1969. *Combats inachevés…* T.2. *De l'espoir aux déceptions*, Fayard.

Quatremar, J. 2017. *Les Salauds de l'Europe. Guide à l'usage des eurosceptiques*, Calmann Lévy.Salais, R. 2013. *Le Viol de l'Europe. Enquête sur la disparition d'une idée*. Paris : Presses Universitaires de France.

Sked, A. 1987. *Britain's Decline: problems and perspectives*, Basil Blackwell.

Sked, A. 2001. *The Decline and Fall of the Habsburg Empire: 1815-1918*, Longman.

Soria, G. 1948. *La France va-t-elle devenir une colonie américaine ?* Paris : Éd. du Pavillon.

Stephenson, R. 2016. « Review of *The Tainted Source* », Jun 3, *Independence Daily*.

Stonor Saunders, F. 2003. *Qui mène la danse ? La CIA et la guerre froide culturelle*. Paris : Denoël.

Roussel, E. 1996. *Jean Monnet*. Paris : Fayard.

Vauchez, A., « "Les études européennes, quel ennui !" Quelques mots sur une illusion bien fondée… », *Politique européenne*, n°50, 2015, p. 160-169.

Vergez-Chaignon, B. 2008. *Les Vichysto-résistants de 1940 à nos jours*. Paris : Perrin.

Zahra, T. 2010. "Imagined Noncommunities: National Indifference as a Category of Analysis". *Slavic Review*, 69(1), 93-119. Doi: https://doi.org/10.1017/S0037677900016715.

© Revue du Gerflint (France) - Éléments sous droits d'auteur -
Modalités de lecture consultables sur le site de l'éditeur www.gerflint.fr

BDD-A31728 © 2020 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.58 (2026-11-16 20:51:55 UTC)